

LA SALE GUERRE DE L'ETAT TURC CONTRE LE MOUVEMENT KURDE

JUILLET-SEPTEMBRE 2015



INTRODUCTION

APERÇU GÉNÉRAL DE LA SITUATION ACTUELLE EN TURQUIE ET AU KURDISTAN [JUILLET-SEPTEMBRE 2015]

- 5 > TURQUIE : ERDOGAN FAIT SA SALE GUERRE
- 8 > TURQUIE, SOS !
- 11 > RÉPRESSION & ASSASSINATS : QUELQUES CHIFFRES...

20 JUILLET 2015 : L'ATTENTAT DE SURUÇ COMME PRETEXTE À RELANCER LA GUERRE CONTRE LE MOUVEMENT KURDE

- 13 > ON VA RENAÎTRE DE NOS CENDRES ET CONSTRUIRE UN NOUVEAU MONDE
- 13 > SURUÇ, APRÈS LE CHOC, LA TRISTESSE...
- 15 > LES PRISONNIERS ANNONCENT UNE GRÈVE DE LA FAIM
- 15 > DEPUIS LE MEXIQUE, EXPRESSION DE SOLIDARITÉ AVEC KOBANÊ ET REJET DE L'ATTENTAT À SURUÇ

BOMBARDEMENTS, ASSASSINATS, ARRESTATIONS...

- 18 > COMMUNIQUÉ DU KNK SUITE AUX RAIDS AÉRIENS MENÉS PAR L'ARMÉE TURQUE CONTRE LA GUÉRILLA KURDE
- 19 > DÉCLARATION DES SUPPORTERS DE FOOT DE ÇARSI, D'ULTRASLAN, ET DE FENERBAHÇE
- 20 > LA POLICE À SILOPI : RETOUR AUX MÉTHODES DE 1992
- 21 > BRÈVES DE TURQUIE
- 28 > LA GUERRE DES CERCUEILS

LA TERREUR MONTE ENCORE D'UN CRAN, LA GUERRE CIVILE SE PROFILE...

- 32 > ATTAQUES DE FOULES COORDONNÉES ET LYNCHAGES CONTRE LES KURDES
- 33 > CIZRE, VILLE MARTYRE...

BROCHURE RÉALISÉE EN SEPTEMBRE 2015
PAR LE BLOG NE VAR NE YOK ?
<NEVARNEYOK.NOBLOGS.ORG>
ET PAR LE COLLECTIF MARSEILLE-ROJAVA
<MARSEILLE-ROJAVA@RISEUP.NET>



INTRODUCTION

Il y a encore seulement deux mois, la presse occidentale et les politiciens occidentaux de tous bords ne s'arrêtaient plus de féliciter ces "gentils" kurdes pour leur courage face à l'Etat Islamique et leur bravoure dans ce combat asymétrique. Mais au milieu de l'été, à la fin du mois de juillet, le président-dictateur turc, Recep Erdoğan, soutien officieux de l'Etat Islamique jusqu'alors, a décidé de changer de stratégie face à la montée en puissance du mouvement d'émancipation sociale kurde en menant tout bonnement une guerre au "terrorisme kurde". Et ce, évidemment, à la plus grande satisfaction de Daesh.

L'Occident capitaliste, chrétien et démocrate, pour ne pas froisser son allié turc au sein de l'OTAN, s'est réfugié depuis dans le silence complice qu'il maîtrise toujours si bien. Quasi pas un mot depuis le 20 juillet dernier sur la sale guerre coloniale que l'Etat turc a relancé au Kurdistan. Pas un commentaire sur les vagues d'arrestations qui ont ciblé dans toute la Turquie, des milliers de militants communistes kurdes ou turcs. Rien non plus sur les bombardements des combattants kurdes du PKK qui combattaient les gangs fascistes de l'Etat Islamique. Ni sur les centaines de civils kurdes tués en deux mois par l'armée turque ou lors des lynchages organisés par les fascistes turcs.

Cette brochure est donc une modeste contribution en solidarité avec le mouvement kurde, durement attaqué en ce moment par Erdoğan, parce qu'il contrecarre non seulement les plans mégalo-manes de ce dernier, mais parce qu'il représente aussi un danger pour le classique modèle capitaliste autoritaire que le monde connaît d'ordinaire. Faire tourner un peu d'information sur la situation autour de soi n'est qu'un début. Il faudrait idéalement s'organiser collectivement et massivement pour mettre, par tout les moyens, la pression sur l'Etat turc et ses soutiens silencieux.

Nous avons réunis, ici, un certain nombre de textes tirés des sites internet *kedistan.fr*, *susam-sokak.fr*, *nevarneyok.noblogs.org*, et du journal *CQFD*. Ce choix de textes est loin d'être exhaustif : nous n'aborderons que peu les nombreuses manifestations pour la Paix qui ont lieu dans toute la Turquie, ainsi que les multiples attaques du régime à l'encontre de l'extrême-gauche turque. Après une première partie qui recontextualise un peu les événements, la suite des articles – témoignages, traductions de déclarations, etc. –, permettra de mieux sentir cette ambiance nauséabonde de guerre civile qui gronde malheureusement en Turquie.

Solidarité avec le mouvement et la révolte kurde !

Solidarité avec Kobanê et le Rojava !



**APERÇU GÉNÉRAL DE
LA SITUATION ACTUELLE
EN TURQUIE
ET AU KURDISTAN
[JUILLET-SEPTEMBRE 2015]**

TURQUIE : ERDOGAN FAIT SA SALE GUERRE

SEPTEMBRE 2015, CQFD N°135.

Le 20 juillet 2015, à Suruç, ville turque frontalière de la Syrie, un attentat-suicide cause la mort de 33 jeunes venus en délégation pour participer à la reconstruction de la ville de Kobané dans le Rojava. Prenant prétexte du choc causé par ce massacre, le président turc Erdoğan obtient le blanc-seing de l'Otan pour déclarer la guerre au terrorisme et lancer une offensive contre... l'ennemi intérieur kurde.

Engin Sustam est chercheur en sociologie et spécialiste des questions kurdes à Istanbul. Il a suivi de près l'escalade estivale que connaît actuellement la Turquie : « À Suruç, j'ai perdu deux de mes étudiants. A l'appel du SGDF (une organisation d'extrême gauche) une centaine de jeunes et d'étudiants kurdes issus d'autres organisations – des anarchistes, des membres du parti pro-kurde HDP, des militants LGBT, etc. – s'étaient rassemblés avec pour objectif d'aller à Kobané pour construire des parcs pour enfants, d'y organiser des ateliers de peinture avec eux, une librairie jeunesse, etc. » Selon des témoins, juste après que le kamikaze s'est fait exploser parmi les activistes, la police turque empêchait l'accès aux ambulances venues au secours des victimes et arrosait ces derniers de gaz lacrymogène.

Concernant le massacre de Suruç, non revendiqué mais imputé à Daech par le pouvoir, les militants pro-kurdes pensent assez unanimement qu'il a été en fait le produit d'une manipulation de l'« État profond » turc. Engin rappelle qu'avant Suruç, début juin, à Diyarbakır (à plus de 1300 km de la capitale), « un double attentat avait déjà fait plusieurs morts et de nombreux blessés lors d'un meeting électoral du HDP » et qu'en mai dernier, « l'AKP (le parti au pouvoir) a arrêté unilatéralement le processus de discussion avec le PKK commencé en 2013, sous prétexte que ce dernier était trop exigeant dans ses revendications ».

Plutôt Daech que le PKK

Par ailleurs, l'extrême indulgence dont le gouvernement islamo-conservateur a fait preuve jusqu'il y a peu vis-à-vis de Daech a été documentée, malgré ses nombreuses dénégations. En novembre 2014, sur le site du *Huffington Post*, l'Institut d'étude des droits humains de l'université Columbia à New York, proche du département d'État américain, publiait un rapport recensant les indices de connivence : livraison d'équipements militaires et logistiques par des militaires turcs à l'état islamique, transports de pétrole entre les zones contrôlées par Daech et la Turquie via des pipelines illégaux, libre circulation de djihadistes entre la Turquie et la Syrie, soins prodigués dans des hôpitaux turcs aux combattants blessés sous de fausses identités, etc. Un membre

du bureau politique de l'AKP, Selim Yamur, avait même ouvertement publié ce commentaire sur son Facebook : « *Dieu merci, l'État islamique existe... Puissiez-vous n'être jamais à court de munitions.* »

De fait, depuis le 20 juillet, les cibles exclusives de la répression du pouvoir turc sont le PKK et les populations kurdes du sud-est du pays, les mouvements d'opposition légaux pro-kurdes et d'extrême gauche, ainsi que certains médias et réseaux sociaux qui se voient censurés. Le coup de poker à quitte ou double que veut jouer Erdoğan a deux objectifs : d'une part, juguler le processus d'autonomisation kurde renforcé par le système du Rojava syrien – où combattants et combattantes des YPG et YPJ sont les seuls à se battre au sol contre Daech – ; et d'autre part, contrer l'opposition du HDP, parti pro-kurde qui a obtenu 13 % des voix aux dernières élections législatives et qui a fait obstacle à la dérive autocratique du président turc en lui faisant perdre la majorité absolue. Suite aux élections de juin, Erdoğan a décidé, sans l'avis préalable du Parlement, de reconduire les élections. « *Si Dieu le veut, la Turquie va revoter pour de nouvelles élections législatives le 1er novembre* », a-t-il déclaré le 21 août dernier à la sortie d'une mosquée d'Istanbul. En provoquant les affrontements et en renvoyant dos à dos les « *terroristes* » du PKK et ceux de Daech, il espère un raidissement patriotique qui lui permettrait de retrouver la majorité absolue aux élections de novembre. Pour Engin, la volonté de « *diviser pour mieux régner* » est manifeste : « *L'offensive de l'AKP contre les Kurdes est une manière de polariser la société turque afin de tenter de renforcer un État autoritaire et nationaliste qui s'effrite.* »

Erdoğan a d'abord fait bombarder la zone autour des montagnes de Qandil, le sanctuaire de la guérilla, basée sur le territoire irakien, et a renoué avec les pratiques de brutalité qui avaient cours durant la sale guerre des années 1990. Pour exemple, Ekin Van, combattante PKKiste a été torturée, dénudée puis abattue par ses assassins qui ont posté la photo du cadavre comme trophée sur les réseaux sociaux. Le président turc a promis « *de poursuivre l'offensive jusqu'à l'éradication des terroristes* », mais ce sont les populations civiles qui sont désormais les victimes du bourbier. Début août, *Amnesty international* attribuait la mort d'au moins huit civils à l'aviation turque, lors d'un bombardement du village de Zergele, proche de Qandil, dans la nuit du 1er août. Autre exemple, le 27 août, dans la ville de Yükksekova assiégée par les blindés, plusieurs civils, dont des enfants, ont été tués lors d'une manifestation contre le couvre-feu imposé par la préfecture. La police a cherché à bloquer l'hospitalisation des blessés.

Les attaques des forces de répression turques ne sont d'ailleurs pas restées sans riposte. Plus de soixante-dix policiers et militaires ont déjà perdu la vie dans les combats et des attentats attribués au PKK. Le décompte des morts du côté de la guérilla donne lieu à une bataille de chiffres difficilement vérifiables. Mais l'effet le plus dévastateur pour Erdoğan est de voir un sentiment de gâchis humain monter au sein de sa base électo-

rale. Comme le notait Naz Oke sur l'excellent site *Kedistan.fr* : « *Les gens du peuple en ont assez de voir leurs fils tomber pour des politiciens et des corrompus au nom de "causes" qu'ils ne partagent plus. N'oublions pas que ce sont aussi ces petites gens qui firent élire l'AKP en son temps, las d'un gouvernement kémaliste social libéral corrompu. Et les bigots de l'AKP apparaissent comme s'étant à leur tour partagé le gâteau. "La guerre des cerceaux" »* Ainsi ce lieutenant-colonel hurlant sa rage contre le gouvernement le 23 août, lors des funérailles de son neveu tué dans une attaque du PKK à Irnak : « *Qui est son assassin ? Qui est à l'origine [de sa mort] ? Comment se fait-il que ceux qui parlaient hier de paix disent maintenant "la guerre coûte que coûte" ? Ils n'ont qu'à aller faire la guerre eux-mêmes !* » Dans un pays qui vit le déclin du boom économique de la décennie précédente, le coût faramineux de la guerre pourrait aussi jouer contre la politique délétère d'Erdoğan.

Détruire l'autonomie

La stratégie du PKK prête également à quelques spéculations. Des étudiants d'extrême gauche rencontrés à Istanbul évoquent la possibilité d'une tension au sein du mouvement kurde, entre d'un côté les « *apoïstes* » et les militants du HDP qui veulent poursuivre la feuille de route pour la paix initiée par le leader emprisonné Abdullah « Apo » Öcalan, et, de l'autre, une supposée ligne dure, séparatiste, prête à relancer la lutte armée. Le 23 août, le leader du HDP, Selahattin Demirtas appelait à un cessez-le-feu bilatéral sans condition : « *Pour nous, il n'existe pas d'alternative. Il ne doit plus y avoir de morts kurdes, turcs, militaires, guerillas ou policiers.* » De son côté, Cemil Bayik, un des fondateurs du PKK, réfugié depuis 35 ans dans les montagnes de Qandil, réfute l'idée d'une division au sein du mouvement^[1]. Se déclarant par ailleurs « *hostile à la division de la Turquie et plus généralement opposé au concept d'État-nation et de frontière* »^[2], il impute l'entière responsabilité de la rupture du cessez-le-feu à l'état turc et réclamait même la médiation des États-Unis pour calmer les ardeurs bellicistes d'Erdoğan. Pour Engin, la question d'une scission au sein du mouvement kurde est une « *vision de Stambouliote. Le mouvement kurde est certes hétérogène (HDP, léninistes, anarchistes, öcalanistes, etc.), mais il implique néanmoins une constante interaction entre ses différentes composantes* ».

Contacté par CQFD, Orhan, membre du réseau des assemblées populaires de Dyarbakir, témoigne du climat qui s'est répandu dans les régions kurdes : « *La sale guerre qui se joue actuellement au Bakur (Kurdistan nord, donc sud-est du territoire turc) est meurtrière. Ce sont des jeunes soutenus par la population qui se soulèvent dans les villes et les villages. L'offensive militaire d'Erdoğan va de plus en plus être confrontée à la détermination*

[1] *Die Welt*, le 24 juillet.

[2] *Le Monde*, le 24 décembre 2014.

des Kurdes qui ont une longue expérience de résistance. Cela ne pourra provoquer que la défaite idéologique de l'État turc. »

Entre les élections du 7 juin et le 26 août, selon une enquête de la commission des droits de l'homme du HDP, 78 civils kurdes ont été tués, 1 628 mis en garde à vue, 298 incarcérés et neuf locaux du parti attaqués. Les personnes arrêtées – de « *manière préventive* » dans le cadre d'une enquête sur des assemblées soupçonnées de « *faire sécession avec les institutions turques* » dans une dizaine de districts de Silopi et de Cizre, province de Sirnak – , sont principalement les « *co-maires* »^[3] de villes tenues par le HDP, accusés d'avoir essayé de « *détruire l'unité nationale* ». « *Le projet du fédéralisme démocratique consiste à bâtir l'autonomie démocratique depuis la base par un système d'assemblées, explique Orhan. L'État l'a bien compris et fait tout pour empêcher cette reprise en main du pouvoir politique par la population.* »

Pour Engin, la situation a semé un sentiment généralisé de confusion et de désarroi : « *Tout le monde, y compris les Kurdes, navigue à vue. Personne ne sait si cela va dégénérer en une véritable guerre civile ou si ça peut encore se calmer. En tout cas, la conviction qu'Erdoğan a perdu les pédales est largement partagée. Chaque jour, il perd sa base électorale, ce qui l'amènerait tout droit vers une défaite aux élections de novembre.* » Le pire n'est donc pas certain.

TURQUIE, SOS !

9 SEPTEMBRE 2015, KEDISTAN.FR.

A jouer avec des allumettes, on risque d'embraser une région entière. Le blanc-seing donné à Erdoğan en Turquie, en échange d'une promesse de consacrer plus de moyens et de temps à la lutte contre Daesh, est une étape criminelle supplémentaire de la politique de l'Otan dans la région.

Le gouvernement Erdoğan, dès 2014, a fait le tour d'un certain nombre de capitales européennes, dont Paris, pour défendre l'idée de l'établissement d'une zone tampon aux frontières entre la Syrie et la Turquie. On sait tous que cette zone recoupe en partie les régions kurdes syriennes libérées, et cela explique le peu d'empressement, sinon la complicité avec Daesh, que l'armée turque a eu lors du siège de Kobané. Kobané a été depuis lors libérée, ainsi qu'une bande frontalière, par les combattants kurdes syriens. Un axe important pour le transit du pétrole illégal de Daesh, qu'on retrouve dans les raffineries

[3] Le système communal HDP, non reconnu par l'État, instaure une parité homme-femme à la tête des responsabilités municipales.

européennes, comme pour les armes, fut ainsi momentanément empêché. Des camps de réfugiés sont également présents, et le projet d'Erdoğan annonçait son intention de les pérenniser là et de les élargir. L'Otan, quant à elle, avait sur le papier conditionné son feu vert à la présence d'une « *Armée Syrienne Libre* » aux contours très forces spéciales. Depuis ce feu vert, Erdoğan a lancé une offensive « *anti-terroriste* », à la fois contre cette zone libérée de Daesh, et contre des bases de repli irakiennes du PKK, parti kurde. Les frappes contre Daesh se comptent sur une main. Cela, aucun dirigeant européen ne peut l'ignorer, encore moins ceux qui publiquement ont soutenus « *le projet* ».

Le contexte politique intérieur de Turquie ne peut non plus être ignoré des gouvernements européens. L'échec du président Erdoğan, lors des dernières élections, qui n'a pu concrétiser une majorité absolue nécessaire aux changements constitutionnels qu'il envisageait est l'élément majeur pour comprendre la stratégie de chaos qui s'est mis en place en Turquie depuis juillet. Le responsable de cet échec électoral est le jeune parti HDP, parti dont un des dirigeants est l'ancien candidat kurde aux élections présidentielles, et déjà plébiscité par les démocrates turques et la gauche. Ce parti est aujourd'hui une sorte de front où les luttes contre le pouvoir AKP, les luttes écologiques, les combats de toutes les minorités turques, y compris religieuses, les militants de la gauche démocratique, ceux issus de la bataille emblématique de Gezi se sont retrouvés unis. Il a fait autour de 13% aux dernières élections, et une majorité dans les villes de l'Est, à population kurde majoritaire, lassée des conflits. C'est dans cet état des rapports de forces, et l'impossible constitution d'un gouvernement de coalition majoritaire, que la constitution amène à de nouvelles élections le 1er novembre.

En divisant pour mieux régner, l'AKP aux abois, a décidé par son président de pratiquer une stratégie de choc, en rompant unilatéralement la trêve militaire avec le PKK et quittant la table déjà vide des négociations. Officiellement, la paix civile était rompue. On ne peut pas dire que cela aura affecté en quoi que ce soit le cours des choses, au niveau de l'Otan et des pays membres. Certaines félicitations ont même perduré, pour la « *contribution à la lutte contre le terrorisme* ».

D'attaques et bombardements, en quadrillages de quartiers par la police et l'armée, et l'assassinat pêle-mêle de défenseurs kurdes du PKK et de civils, s'est installé une guerre contre les civils à visée électorale.... Cela peut paraître ubuesque, mais dans ce grand pays qu'est la Turquie, cohabitent un respect institutionnel de façade, et des exactions militaires contre les civils, des répressions policières féroces, dans la plus totale violation des droits fondamentaux. Tant à l'Est que dans les métropoles, les combats, conflits, oppositions violentes armées, font rage depuis un mois, sporadiquement ou sous occupation de villes et provinces à l'Est justement. Militaires, combattants du PKK, civils, femmes et enfants en grand nombre sont tombés sous les balles ou les bombardements, et le nombre de blessés ne cesse d'augmenter.

Une majeure partie du Peuple kurde et Turc, resté dans la revendication de la paix civile et la condamnation de la guerre, d'où qu'elle vienne, s'était jusqu'alors exprimée, relayé par les médias démocratiques anti régime, et parfois au delà. La campagne « électorale » menée par Erdoğan et ses ministres sur les lieux d'inhumation s'était retournée contre eux. Des sondages sérieux annonçaient une poussée du HDP et des partis démocratiques malgré tout, et un recul des ultra nationalistes et de l'AKP. Le climat de guerre civile dans des quartiers de métropoles, comme dans des provinces entières cohabitant avec une vie quotidienne dans le pays et un semblant de préparation électorale, s'est transformé depuis quelques jours en razzias et émeutes, attaques des locaux du HDP, le président ayant lâché ses ennemis ultra nationalistes d'hier.

Le PKK, ayant également quitté son attitude de défense populaire et considéré qu'il était en état de guerre, malgré là-dessus des divergences qui se sont exprimées au sein du HDP, une opération récente a mis le feu aux poudres et Erdoğan a lancé à la fois une contre offensive de représailles, mais aussi une offensive idéologique en appui sur les ultras. C'est quasi de « nuits de cristal » dont on peut parler, attaquant aussi la presse démocratique et des locaux des partis libéraux. La mort du petit Aylan fut aussi l'occasion de diatribes très violentes contre les dirigeants européens de la part d'Erdoğan, diatribes à la fois test sur la réactivité de ceux-ci, et à usage intérieur. On sait que par ailleurs, beaucoup de réfugiés syriens kurdes étaient poussés vers la Grèce ces dernières semaines, Erdoğan vidant ses trottoirs.

Se taire sur cette menace de guerre civile et cette prise de pouvoir par la force qui vient, serait criminel. Ce serait aussi, dans quelques semaines, l'impossibilité de voler au secours des partis démocratiques, qui vont être basculés dans les violences. La question des réfugiés et cette politique de coup d'état, et de répression xénophobe sont liés.

Une alerte ne peut suffire.

Faire comprendre à ce mouvement de solidarité envers les réfugiés que cette situation ne fera qu'empirer les choses, et que dans un même élan il faut accueillir et dénoncer ces politiques régionales est d'une urgence absolue. Les états européens ont quelque peu bougé les lignes, face à une émotion répandue. Il faut aller plus loin dans l'exigence d'une condamnation du gouvernement Erdoğan devant la communauté internationale, même si l'on sait tous que cela ne suffira pas. L'arrêt de la guerre contre les civils en Turquie et le soutien aux populations qui y croient encore doit s'exprimer ici, en pression contre le gouvernement français, membre du conseil de sécurité, faute de voir Daesh se mêler de ces événements. Et l'on connaît les relations troubles très récentes entre l'AKP et ces criminels corrom-

pus. Personne n'est dupe de ces grands « machins » internationaux, mais rester à ne rien faire les bras croisés à pérorer sur la révolution qui ne vient pas n'arrangera rien.

RÉPRESSION & ASSASSINATS : QUELQUES CHIFFRES...

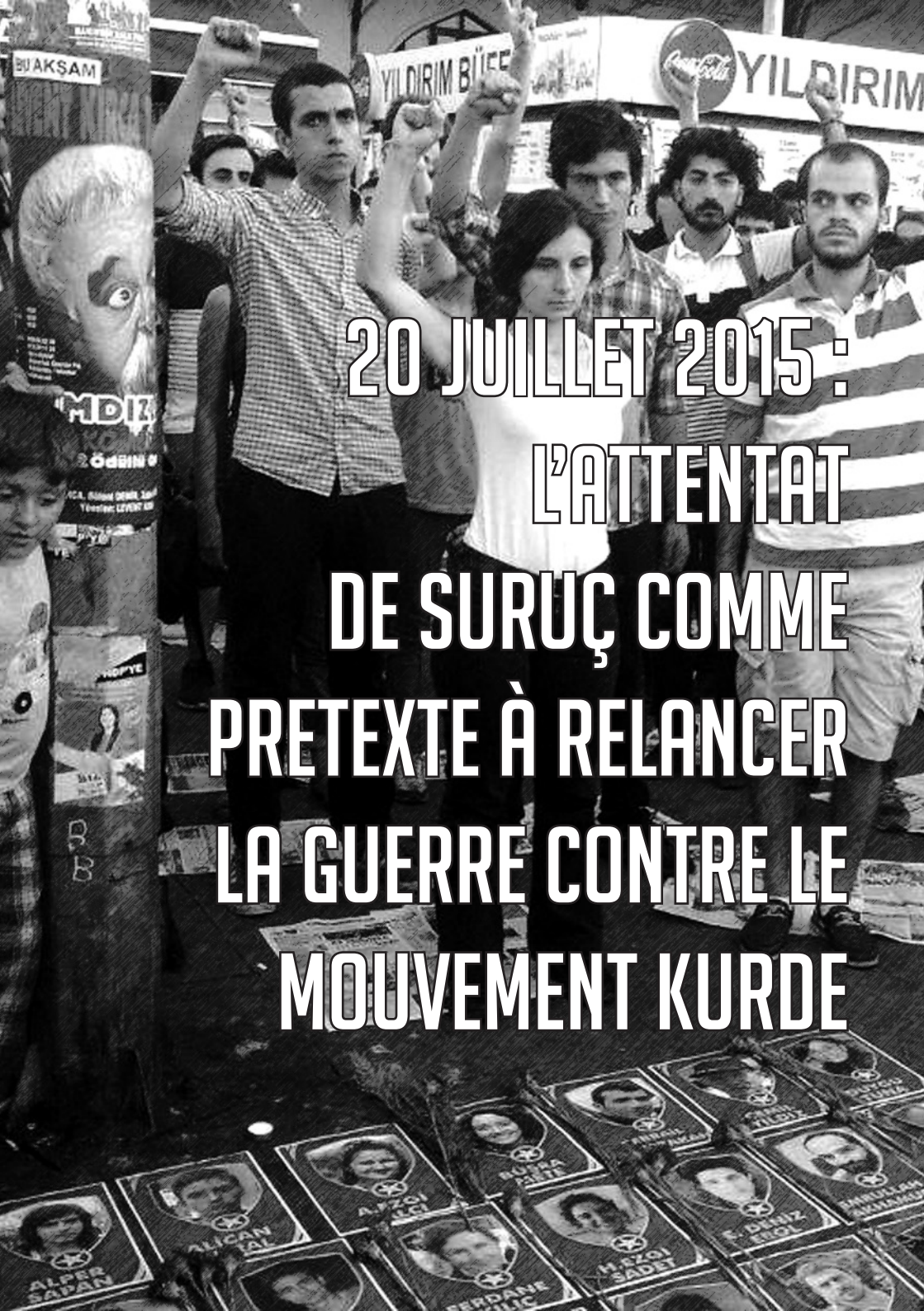
10 SEPTEMBRE 2015, SUSAM-SOKAK.FR. EXTRAITS ET TRADUCTION D'UN ARTICLE DE SENDIKA.ORG.

Selon le rapport établi par la section stambouliote de la Ligue des droits de l'Homme (IHD), depuis l'attentat de Suruç (20 juillet 2015), 2 411 personnes ont été placées en garde à vue, et 269 ont été arrêtées et mises en examen. [...] 4 enfants dont un de 3 ans et un autre de 6 ans ont été arrêtés ; et un journaliste aussi. 42 personnes ont été blessées et un citoyen du Rojava (le Kurdistan de Syrie) a été tué. 70 personnes placées en détention ont été torturées (dont une femme) et l'un des prisonniers est mort en raison des mauvais traitements. On signale au moins un cas de viol. Et dans les prisons, au moins un cas de suicide et douze décès. Les assassinats se succèdent tous les jours, le nombre de morts augmente sans cesse depuis le début des affrontements.

Dans quinze départements, 180 régions ont été déclarées régions de sécurité (OHAL), en particulier Ardahan, Kars, Iğdır, Erzurum, Erzincan, Dersim, Ağrı, Van, Hakkâri, Şırnak, Muş, Bitlis, Amed [Diyarbakır], Batman, Mardin, Urfa, Antep ve Kilis illerini kapsamıştır. Varto, Şemdinli, Dersim, Yüksekova, Çukurca, Silvan, Cizre, Silopi, Nusaybin, Sur, Lice. Il est interdit de sortir sans autorisation.

Dans les départements d'Erzurum, Tokat, Ordu, Mersin et Eskişehir, on a assisté à de nombreux pogroms de Kurdes. La plupart des victimes sont des ouvriers saisonniers.

Au cours d'une conférence de presse tenue à Istanbul, l'une des responsables de la Ligue, Hulusi Zeybel, a insisté : « *En Turquie, on veut mettre à mort des gens parce qu'ils parlent kurde. Les événements affreux que nous vivons en ce moment doivent interpeller non seulement les mouvements démocratiques, mais aussi les organisations internationales.* »



**20 JUILLET 2015 :
L'ATTENTAT
DE SURUÇ COMME
PRETEXTE À RELANCER
LA GUERRE CONTRE LE
MOUVEMENT KURDE**

ON VA RENÂÎTRE

DE NOS CENDRES ET CONSTRUIRE UN NOUVEAU MONDE

23 JUILLET 2015, NEVARNEYOK.NOBLOGS.ORG. TRADUCTION D'UN ARTICLE DE ÖZGÜR GÜNDEM.

Les funérailles des 32 jeunes militants, massacrés par l'attentat suicide à Suruç, ont eu lieu dans les régions kurdes et turques. Les mères, les pères, les sœurs, les frères, les compagnons, les amis ont fait des élégies. Istanbul, Trabzon, Geveç, Bursa, Ordu, Van, Tunceli, Sîrnak, Diyarbakır, Elazig, Giresun, Samsun se noient dans les larmes et la tristesse. Les pères qui donnent leurs enfants à la terre, des professeurs venus retrouver leurs élèves, des mères et des frangins qui portent les cercueils. Ils partagent tous le même sentiment : *« L'AKP- Daesh ont tué nos 32 fidan (arbrisseaux). Ces fidan resteront le symbole de l'humanité, et seront immortels. On demandera de rendre des comptes ! »*

Cagdas Aydin, blessé pendant l'attaque, a perdu son fils Fethi Aydin par l'attaque. Il était à son enterrement : *« Ce n'était pas seulement mon fils, c'était mon camarade. »*

En réponse à la barbarie de l'AKP/Daesh perpétrée à Suruç, des millions de gens ont manifesté à travers la Turquie, le Kurdistan, et d'autres pays. En Turquie, et au Kurdistan, dans les rues, les quartiers, les places étaient occupés par les rassemblements. En réponse, l'AKP a envoyé ces policiers pour attaquer les manifestants. Comme quand l'AKP a envoyé Daesh à Suruç.

SURUÇ, APRÈS LE CHOC, LA TRISTESSE...

24 JUILLET, KEDISTAN.FR. EXTRAITS...

Une maman kurde pleure : *« J'aurais préféré que cette bombe explose, ici chez nous. Nous les kurdes, on est habitués. Mais ces enfants qui venaient de l'Ouest étaient nos invités. J'aurais préféré qu'on meurt, nous. Que va-t-on dire à leur mère ? »*

Zeynep : *« Nous étions presque le premier groupe arrivé au Centre Culturel Amara à Suruç. En accédant au lieu, ni sur la route il n'y a eu aucun contrôle de police. Plus tard nos camarades d'autres villes ont commencé également à arriver. Nous avons déjeuné, dansé et fait connaissance. »* Zeynep Altınok précise que quand elle était devant la porte du centre avec ses nouveaux amis, elle a aperçu une femme qui était assise toute seule. *« C'était impossible de rester seul à cet endroit. Il y avait 200, 250 personnes à Amara. Tout le monde se hâtait de faire connaissance avec les autres. J'ai regardé le visage de cette*

personne, j'ai souri pour la saluer. Elle ne m'a pas répondu. Mais je me suis rendue compte qu'elle nous écoutait. Son sac était près d'elle. Ses cheveux étaient très noirs et longs jusqu'à la taille. Je me suis dit qu'elle était très masculine.* » [* Une thèse sur le fait que le kamikaze serait déguisée en femme a été avancée. Aucune déclaration à ce jour.] Zeynep explique qu'après avoir discuté avec les gens, elle est allée près du bassin et se trouvait derrière l'attroupement de conférence de presse quand elle s'est assise sous un arbre. Peu de temps après la lecture du communiqué de presse, pendant que ses camarades scandaient des slogans, elle s'est levée pour rejoindre le groupe. « J'ai senti que le feu effleurait mon visage. Puis je me suis trouvée dans le bassin à 1,5 mètre derrière moi. Je me souviens d'en sortir. Je sais qu'ensuite j'ai essayé de fuir à travers les grillages mais nous étions dans un feu. Quand je suis sortie de l'eau j'étais couverte de sang. Des morceaux de chair étaient collées partout sur moi. J'ai demandé à un ami « Est-ce qu'il y a quelque chose sur mon visage ? ». Je n'ai pu croire que je n'avais rien au visage seulement plus tard quand je me suis regardée dans la glace. Je n'ai plus rien entendu pendant un long moment. Il y avait des policiers en face de nous. Ils rigolaient en nous regardant. Les habitants de Suruç voulaient transporter les blessés avec leur propre voiture mais nous avons vu qu'ils [les policiers] ne les laissaient pas faire. Nous avons pris la route avec des objectifs humanitaires. Je trouve insensé que ce qui s'est passé devienne sujet de l'actualité politique. Notre but était d'apporter des jouets, des livres, et les consoler un peu pendant les fêtes [Ramadan]. Nous ne sommes pas allés pour faire la guerre. »

Loren Elva, militante LGBT, est hospitalisée, souffrant de brûlures et de surdité. Encore sous le choc de la violence de l'explosion : « Nous allions   Koban  réfléchir les espoirs détruits, construire une bibliothèque, un parc pour les enfants. » Mais elle a les idées claires et exprime sa colère et sa détermination : « Je ne suis pas bien, je ne serai pas bien, ne soyez pas bien ! »

Merve : « La nuit est tombée sur Suruç. Ils ont tué les gens avec lesquels on a chanté dans le bus. Ils ont tué les gens avec lesquels on a dans . Les gens avec lesquels on a papot , les confrères que nous étions surpris de voir là bas, il les ont tués. Il ont tué les gens avec lesquels on a pris le petit d j'   Amara, rigolé, mangé une pastèque. Ils ont tué les gens avec lesquels on a discuté théorie, politique. Les gens qui avaient des idéologies différentes mais qui étaient réunis par la réalité de la Révolution, ils les ont tués. Nous étions tous des gens bien. Nous allions réaliser un rêve. Nous avons 3 sacs remplis de jouets pour les enfants, vous me comprenez ? Nous avons marché attentivement pour ne pas marcher sur les cadavres de nos camarades, vous me comprenez ? J'ai compris pourquoi les "agit" (chants funèbres) kurdes sont si tristes, vous me comprenez ? C'est un soir difficile pour ceux qui sont restés en vie par hasard. Juste une question alors, c'est mieux de mourir, ou vivre ? »

Çeren Ç. : « Ne m'appellez pas, ne me demandez pas. L'odeur de la mort sur moi, la chair de mes camarades sur mon corps, le bruit d'explosion de bombes dans mon cerveau. Comme disait Elva, "Je ne suis pas bien, je ne serai pas bien, ne soyez pas bien" »

LES PRISONNIERS ANNONCENT UNE GRÈVE DE LA FAIM

NEVARNEYOK.NOBLOGS.ORG, 23 JUILLET 2015. TRADUCTION D'UN ARTICLE DE IMC-TV.

Dans les prisons en Turquie, pour dénoncer le massacre à Suruç, les détenus ont annoncé qu'ils seraient en grève de la faim pendant 3 jours. Contre ce carnage, les prisonniers du PAJK et du PKK (environ 12 000 personnes) ont annoncé « 3 jours de deuil, 3 jours de révolte ». Le prisonnier Deniz Kaya a annoncé que du 24-26 juillet, ils feraient entendre leur colère et leur tristesse : « c'était la 3ème année de la révolution du Rojava, ces militants révolutionnaires s'étaient réunis pour reconstruire Kobanê. Ils se sont faits massacrer sauvagement par des fascistes. »

« Le refus de l'existence des valeurs sociales, et la non-acceptation de l'humanité ont provoqué cette attaque. Les auteurs de ce crime sont des ennemis de l'homme, sont des violeurs qui sèment la haine. Cette attaque a clairement un but d'intérêt, obliger la population à rester aveugle dans une pièce noire au Kurdistan et en Turquie. En Turquie, toute politique qui empêche le peuple de s'unir dans la solution démocratique et dans la discussion est complice de cette violence et de cette attaque. »

DEPUIS LE MEXIQUE, EXPRESSION DE SOLIDARITÉ AVEC KOBANÊ ET REJET DE L'ATTENTAT À SURUÇ

MARS-INFOS.ORG, 8 AOÛT 2015.

Mexico, 23 juillet, 2015.

Devant l'ambassade de Turquie au Mexique, ils ont dénoncé les assassinats et les attentats contre les militants solidaires avec Kobanê et ils ont affirmé que :


« Cet acte est une action orchestrée par le premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, en complicité avec l'Etat Islamique, afin de freiner la solidarité révolutionnaire et internationale avec la Résistance à Kobanê.

Il faut rappeler que le lundi 20 juillet 2015 au moins 31 personnes sont mortes et plus d'une centaine ont été blessées à cause d'une explosion suicide à Suruç, au sud de la Turquie, lors d'un rassemblement d'au moins 300 activistes venus de plusieurs villes et qui avait été convoqué par la Fédération d'Associations des Jeunes Socialistes, dans le but d'assister Kobanê et de soutenir peuple kurde dans la reconstruction de cette ville. Cette reconstruction a commencé depuis février 2015, date où les Unités d'Auto-défense Populaire (YPG) et les Unités d'Auto-défense des Femmes (YPJ) ont expulsé les groupes armés de l'Etat Islamique.

Des organisations et des individus depuis le Mexique dénonçons ces actes de barbarie et nous prononçons en faveur d'une manifestation solidaire afin de montrer que Kobanê et ses milices de libération ne sont pas seules »

Les collectifs solidaires ont exprimé pendant le rassemblement leur soutien aux peuples kurdes à Rojava et dénoncé l'attentat à Suruç.

Solidarité avec Kobanê



**BOMBARDEMENTS,
ASSASSINATS,
ARRESTATIONS
TOUS AZIMUTS**

COMMUNIQUÉ DU KNK SUITE AUX RAIDS AÉRIENS MENÉS PAR L'ARMÉE TURQUE CONTRE LA GUÉRILLA KURDE

25 JUILLET 2015, NEVARNEYOK.NOBLOGS.ORG. TRADUCTION.

L'aviation turque bombarde intensivement des positions de la guérilla kurde et des zones d'habitation civile au Sud-Kurdistan (Irak). La nuit dernière, le 24 juillet, des avions de chasse appartenant à l'armée turque ont massivement bombardé des zones où se trouvent des positions de la guérilla kurde ainsi que d'importantes zones d'habitations civiles, dans les régions de Qandil, Xakurke, Behdinan, Zap, Gare, Haftanin, Basya, Metina et Avaşın. Selon des sources locales, ces bombardements auraient fait des morts parmi la population civile ainsi que des dégâts matériels importants.

Cette offensive de grande envergure menée par le gouvernement AKP marque la rupture unilatérale du cessez-le feu qui avait été maintenu jusque-là grâce aux efforts répétés du peuple kurde et de son leader Abdullah Öcalan. Alors qu'il fait preuve d'une persévérance inouïe pour faire avancer les pourparlers de paix avec l'Etat turc, Abdullah Öcalan subit un isolement carcéral total depuis le 5 avril. Depuis 2013, l'armée turque a mené plusieurs opérations contre les forces de défense kurdes (HPG) alors même que celles-ci étaient en position de cessez-le feu. Cependant, le HPG n'a pas répondu aux provocations. Avec ces derniers bombardements, l'Etat turc a de nouveau déclaré la guerre aux Kurdes et rompu le cessez-le feu.

La Turquie a ajouté un nouvel échelon à sa coopération avec l'organisation terroriste Daesh en Syrie. Soutenant déjà cette organisation dans le but de briser la révolution du Rojava, l'Etat turc frappe aujourd'hui lourdement la guérilla kurde qui résiste contre les gangs de Daesh, et procède par ailleurs à de grandes vagues d'arrestations dans les milieux kurdes en Turquie.

Le Congrès national du Kurdistan (KNK) appelle le gouvernement régional du Kurdistan d'Irak, les partis politiques, les organisations de la société civile et la population du Sud-Kurdistan à s'opposer à l'intervention armée de la Turquie sur leur territoire. Il appelle également la communauté internationale, l'ONU en particulier, à juger les crimes contre l'humanité commis par Daesh avec la complicité de la Turquie, à Suruc, à Kobanê et dans le reste du Rojava.

DÉCLARATION DES SUPPORTERS DE FOOT DE ÇARSI, D'ULTRASLAN, ET DE FENERBAHÇE

31 JUILLET 2015, NEVARNEYOK.NOBLOGS.ORG. TRADUCTION D'UN ARTICLE DE IMC-TV.

« Derrière nos maillots, on veut que soit écrit "Bariş" ("Paix"), et nous voulons la Vie comme sponsor. »

Les supporters de Çarsı (Beşiktaş), de UltrAslan (Galatasaray) et les jeunes supporters de Fenerbahçe se sont retrouvés le 28 juillet pour affirmer à nouveau ensemble leur désir de paix.

« La paix, la fraternité, l'amour et le respect sont les mots que l'on souhaite et les idées qui nous relient. Ce langage universel est celui de nos convictions, est celui qui nous unis. »

« Cette terre qu'on cultive ensemble, cette eau qu'on boit ensemble, cet oxygène qu'on respire ensemble, tout cela, nous devons le transmettre sans pollution aux générations futures, c'est notre devoir. Ça, on y est peut-être pas encore arrivé, mais d'ici-là, aimons-nous, respectons-nous. »

« Ce monde qu'on va laisser aux enfants de toutes couleurs et de toutes origines, il faut le laisser à tous, sans avoir à différencier leurs voix. Et si nous voulons pouvoir les regarder dans les yeux sans honte, on doit se rappeler à nouveau à notre humanité. »

« Les civilisations ont pétri la Terre de violence, mais contre cela nous allons réanimer notre fraternité. Nous savons que le sentiment de compassion existe toujours en nous. »

« Ceux qui ne nous ressemblent pas, on se doit de les respecter car ce sont des êtres humains. C'est un devoir de chacun que de se respecter également soi-même. D'un cœur à un autre cœur, nous sommes persuadés qu'un chemin existe. Nous avons espoir en l'humain et le dialogue. Nous souhaitons, d'ailleurs, à ce propos, réaliser une grande encyclopédie de nos maux et de nos peines... »

« Nous sommes du côté de la compétition et des matches dynamiques. On dit oui, à gagner ou à perdre, à être ensemble. Mais de tuer ou de mourir tué par les mains d'un autre humain, cela il n'en est pas question. Non à la violence. »

« Pour plein de raisons nous sommes injustement montrés du doigt comme étant des supporters violents et extrémistes. Nous voulons seulement dire que non. Nous sommes pour l'union, pour un territoire commun, pour la paix. Et si tout ça devient certitude, le reste ne sera que détails. »

LA POLICE À SILOPI: RETOUR AUX MÉTHODES DE 1992

8 AOÛT 2015, SUSAM-SOKAK.FR

Retour aux méthodes des années 1990, quand l'armée turque détruisait Sîrnak en 1992, attaquait Varto en 1996 ? La ville de Silopi (département de Sîrnak) a été attaquée par la police le 7 août.

Silopi est une ville-clé proche à la fois de la Syrie et de l'Irak, à 15 km de la frontière, dans la préfecture de Sîrnak. Vendredi 7 et jusqu'à samedi 8 au matin, la police turque a attaqué la petite ville, notamment le quartier de Basak.

Selon le site proche du pouvoir *Ilk Kursun*, des membres de l'organisation de jeunesse *Yurtsever Devrimci Gençlik Hareketi* (YDG-H) proche du PKK, auraient creusé des fossés pour empêcher la police de pénétrer les quartiers Basak et Barbaros. Vers cinq heures du matin vendredi 7, la police est intervenue avec des dizaines de blindés légers («*akrep*») et des engins de chantier blindés type bulldozer. Toujours selon ce site, la police aurait essuyé des tirs de roquettes et d'armes de longue portée.

Selon le site du quotidien de gauche *Evrensel* et l'agence DIHA se basant sur les témoignages des habitants, la police aurait répliqué par des tirs de grenades lacrymogènes sur les gens du quartier qui sortaient pour protester. Puis selon DIHA, la police aurait tiré au hasard sur les attroupements, tuant un jeune de 17 ans Mehmet Hidir Tamboga et un homme de 53 ans Hamdi Olas. Dix personnes ont été blessées par balles. Les médias s'accordent sur le blocus imposé au quartier. Les ambulances n'ont pas été autorisées sur les lieux et les blessés ont dû attendre. Les députés des partis HDP et BDP Faysal Sariyıldız, Leyla Birlik et Aycan İrmez, ont dû organiser leur transport vers l'hôpital de Silopi par voitures particulières. Selon DIHA et *Evrensel* (7 août 2015), la police a menacé les députés puis a tiré sur l'une des voitures, tuant le jeune Tanboga qui n'était que blessé. Le conducteur a été arrêté. Pendant des heures les députés ont tenté de joindre par téléphone le préfet de Sîrnak, sans succès. La fusillade a duré des heures et la police par la suite a encore blessé cinq personnes. Un jeune, Kamuran Bilin, est mort à l'hôpital de ses blessures. Deux blindés de la gendarmerie sont arrivés sur les lieux, les policiers des «équipes spéciales» ont forcé des portes et placé des *snipers* aux étages supérieurs des immeubles. Les blindés ont détruit des maisons, abattu des poteaux électriques et ouvert le feu sur huit immeubles. Ceux qui essayaient, en passant par les terrasses, de porter secours aux personnes restées dans les immeubles prenant feu ont été la cible des *snipers*. Les voitures des pompiers n'ont pas pu accéder aux lieux. Neuf personnes ont été arrêtées. Leur avocat Zozan Acar a certifié qu'ils ont

subi des violences dans les locaux de la police. L'un des gardés à vue, Halit Alkis, a dû être hospitalisé à la suite des tortures infligées. Certains interpellés auraient été sodomisés avec les armes. La police interdit les visites aux hospitalisés. Dans les rues où se sont produits ces faits, les habitants ont ramassé des centaines de douilles vides. Les trois victimes seront inhumées demain [samedi 8 août] à 10 heures.

Silopi est typique de ces petites villes dont la population a brusquement gonflé à la fin du XXe siècle, en raison de la guerre et de la destruction de milliers de villages : 7000 habitants en 1980, 15000 en 1985, 50000 en 2000, 80000 aujourd'hui ! La population, souvent d'origine rurale, a tout subi depuis 1990 : menaces de mort, destruction du cheptel et du matériel agricole, humiliations publiques, violences, coups, viols, tortures, destruction du village, expulsion, errance entre les taudis et les camps de toile... Même en admettant que la version gouvernementale des faits soit juste, la nervosité de cette population témoignerait seulement d'une somme d'exaspérations, de colères, de violences, de dénis accumulés depuis des générations. Quel gouvernement acceptera de comprendre cela ?

BRÈVES DE TURQUIE

11-18 AOÛT 2015, KEDISTAN.FR

La mise en chaos du pays continue... Nombreux attentats, ou affrontements causés par la police... quelques exemples parmi d'autres.

Attaque contre L'Ambassade Américaine à Istanbul

Deux femmes se sont approchées de l'Ambassade à pied, puis ont ouvert le feu sur les policiers de garde devant le bâtiment avant de prendre la fuite. Une des femmes a été retrouvée, réfugiée dans la maison proche de l'Ambassade. Elle a été arrêtée, blessée lors de l'opération policière. Selon la déclaration de la Préfecture d'Istanbul, il s'agit de Hatice Aşık (51 ans) qui avait déjà été arrêtée dans le cadre d'un procès concernant DHKP-C (Front révolutionnaire de libération du peuple, organisation héritière du Parti Ouvrier de Turquie, créé en 1961). Une peine de perpétuité avait été demandée à son encontre par le tribunal car elle était accusée d'être « membre d'organisation illégale », et de « vouloir changer le système constitutionnel ». Elle avait été libérée en attendant la phase de recherche de preuves. Elle avait été recherchée également comme bombe humaine potentielle, en 2005, sur une autre affaire.

Sur le site de *Halkın sesi TV*, proche du DHKP-C un communiqué co-signé par *Dev-Genç* (Jeunesse Révolutionnaire) et *Gazi Halk Meclisi* (Conseil Populaire de Gazi) s'appropriait Hatice Aşık et annonçait : « *L'imperialisme américain qui se croit le maître du monde a été encore une fois battu par les combattants du peuple.* »

Double attaque d' un commissariat à Istanbul

Dans la nuit du 9 août, le commissariat de Fatih, à Sultanbeyli (Istanbul) a été la cible d'un attaque suicide à la bombe faisant 1 mort et 10 blessés. Les policiers intervenant sur les lieux, dans le cadre de l'enquête, ont ensuite été attaqués. Les affrontements qui ont suivi ont fait 3 morts : les 2 assaillants et 1 policier. Les attaques ont été relayés aussitôt par certaines médias, comme étant l'œuvre du PKK. Aujourd'hui l'organisation *Halk Savunma Birliği* (Union de la défense du peuple) a revendiqué l'attentat via Twitter et annoncé que les attaques continueront. Le compte twitter a été censuré et suspendu. La police continue l'enquête. Pour l'information : la même organisation avait revendiqué un autre attaque en mars 2015 contre les bureaux du magazine « *Adımlar* » connu par sa proximité avec IBDA-C, Le Front islamique du Grand Orient.

Les leaders Alévis dans le collimateur

Durant ces quelques derniers jours, les leaders des associations aléviées ont été la cible d'attaques armées. Les attaques qui ont ciblées mercredi dernier, Zeynel Odabaş, président de l'association culturelle Pirsultan Abdal de Sultangazi, et hier à Ankara Doğan Demir, le président de l'Union des associations culturelles aléviées et le président de la Fédération Alevie et Bektaşî, ont toutes visées leurs voitures, par des fusil à longue portée. Ces attaques n'ont pas fait de blessés. Doğan Demir, a exprimé la crainte des aléviés : « *Les forces profondes essayent d'entraîner les aléviés dans le chaos. Quoi qu'ils fassent, nous ne les laisserons pas nous entraîner dans ce chaos. Nous voulons la paix et la fraternité.* »

Le car du personnel de la police piégé.

A Şırnak, une bombe a été posée sous les tuyaux des eaux dans un carrefour sur l'itinéraire du car transportant le personnel de la Sécurité. La bombe a explosé autour de 19h30 juste après le passage du car. L'explosion n'a pas fait de blessé, et très peu de dégâts ont été constatés sur la véhicule. Les vitres des habitations et locaux avoisinants ont été brisées. La police a commencé une large opération « *afin de trouver les membres de PKK (dit-elle) qui ont posé la bombe ainsi que neutraliser les autres membres* », et a demandé aux habitants de s'enfermer dans leur maison. Les témoins affirment avoir entendu des tirs dans les quartiers où l'opération se passait.

Affrontements entre les fascistes , les “révolutionnaires” et la police

A Artvin, dans la commune de Hopa, un groupe de fascistes ont attaqué un jeune révolutionnaire. L'attaque a provoqué une riposte de la part des révolutionnaires qui sont arrivés dans l'avenue de Dumlupınar afin d'affronter le groupe. Les fascistes ont été expulsés de l'avenue, sous les yeux des habitants qui réagissaient également contre le groupe. Quant à la police anti-émeute, elle a pris le groupe de fascistes sous sa protection et chargé et gazé les révolutionnaires. Les affrontements ont cessés suite au départ des fascistes des lieux, suivi de celui de la police. Il s'agit d'incidents, d'affrontements, d'attentats, d'attaques ou de représailles, dont seule la police attribue la paternité à untel ou untel, parfois avec preuves à l'appui, parfois sur simples “déclarations”.

Le pays est entré dans une phase quasi analogue aux affrontements entre nationalistes, police, et groupes de gauche, comme le furent les années 1970-1983. Des générations de Turcs ont connus cette période violente qui déboucha à l'époque sur un coup d'État et ne souhaitent pas la revivre. On peut supposer sans se tromper, que le gouvernement Erdoğan verrait d'un bon œil l'instauration d'une sorte d'état d'urgence lui permettant de prolonger un gouvernement moribond, avec l'aval de des puissances internationales, afin de garder la région “stable”. Revivifier par la même occasion les tensions nationalistes à l'encontre des communautés kurdes était la première phase. Faire pourrir la situation et faire dégénérer des actions de “commandos” afin d'exaspérer les populations pour qu'elles se retournent contre les “extrémistes” qu'il désigne à la vindicte, relève de la stratégie manipulatrice de tension digne d'une dictature autoritaire. Dans un tel contexte, le “politique”, le débat parlementaire, la préparation des élections s'effacent au profit de l'insécurité, de la désinformation, de la terreur. [...] Le Rojava peut à court terme, faire les frais aussi d'une telle politique, alors qu'il est un rempart fiable contre Daesh, et peut être justement parce qu'il en est un des plus farouches adversaire armé.

Erdoğan appelle les “muhtars” à la délation

Le président de République Tayyip Erdoğan, suite à une réunion avec les *muhtars*, préposés de quartier/village leur a donné l'ordre de faire de la délation pour l'Etat. En effet, Erdoğan a appelé les muhtars à déclarer « *qui habite dans chaque foyer* ». Cet appel qui approfondie encore plus la division, la suspicion et la haine dans la population du pays, a été accueilli avec beaucoup de réactions. Précisons que le mot *muhtar*, définissant le responsable administratif élu par les habitants des communes, veut dire littéralement « *autonome, indépendant* ». En terme de démocratie actuelle, un *muhtar* est l'unité la plus directe et la plus proche de la population, en relation directe avec les habitants. L'appel à la délation du Président dé-

construit totalement le sens du terme *muhtar*, et ses fonctions, en invitant ces élus à se mettre à son service. Une rencontre entre ces élus de proximité et le Président devrait être une occasion pour celui-ci de tendre l'oreille à leur problèmes. Erdoğan avait déjà organisée ce genre de réunions plusieurs fois. Il existe en Turquie 18332 *muhtars* de village et 31866 *muhtars* de quartier. Les mauvaises langues soulignent que seuls sont invités à ces réunions, ceux qui sont proches de l'AKP...

Les affrontements et attaques continuent : quelques exemples...

A Hakkari, lors de l'enterrement de Barış Tekçe, membre de PKK tué par la gendarmerie hier, la police a chargé au gaz lacrymogène et tiré au hasard à balles réelles, faisant plusieurs blessés. Barış Tekçe, considéré comme le responsable du PKK à Hakkari, a été tué lors d'une opération, par des tirs depuis un hélicoptère, alors que son groupe creusait des fossés sur la route nationale de Hakkari-Çukurca. Cette route était fermée à la circulation depuis quelques jours après l'explosion de mines posées pour empêcher le passage des véhicules de la gendarmerie.

A Ağrı, suite à une attaque ciblant le siège de la gendarmerie hier soir, aujourd'hui une opération de police a tué 3 personnes dont deux jeunes kurdes. Les jeunes étaient selon la Préfecture d'Ağrı, des terroristes du PKK. Le maire de Diyadin, Hazal Aras, déclare dans les médias, que Orhan Aslan (16 ans) et Emrah Aydemir (14 ans), ouvriers d'un four à pain tous les deux, n'ont aucun lien avec une quelconque organisation terroriste : *« Ces gamins étaient allés pour leur tour du soir à la boulangerie. Trouvant la porte fermée ils se sont assis devant pour attendre. En voyant les blindés passer, ils ont pris peur et se sont cachés dans le four de la boulangerie. Ils ont été tués là bas. 5 personnes de leur famille, qui ont été témoins de leur mort sont actuellement retenues en garde à vue. »* En effet, la mère d'Emrah confirme que son fils l'a appelé depuis sa cachette en lui disant *« Nous nous sommes réfugiés dans le bûcher. Ici on est en sécurité »*. Cette maman qui a perdu un fils tué par les forces de sécurité, en a un autre qui rentre tout juste de son service militaire et un autre qui est sur le point de partir...

A Reyhanlı, commune de Hatay, ville frontalière, un mur de 3 mètres a commencé à être construit suite à la décision de la Préfecture de Hatay. Le mur est constitué de blocs de 2×3 mètres de dimensions qui pèsent de 7 tonnes. Le mur sera d'une longueur de 8 km. Ce n'est pas le premier mur frontalier. Il existait déjà un mur de 2 km, dans la commune de Yayladağı.

Les ultra-nationalistes attaquent le local du HDP

A Alanya, commune balnéaire d'Antalya dans le Sud de la Turquie, le local du parti HDP (pro-kurde et progressiste) fait l'objet d'un siège en règle par des ultra-natio-

nalistes. Dans l'après midi du dimanche, un groupe d'environ 200 ultra-nationalistes se sont organisés à travers les réseaux sociaux et ont tenté de remplacer l'enseigne du parti HDP par un drapeau turc . Le groupe agressait et insultait les commerçants kurdes aux alentours. Le première attaque du groupe a été gênée par l'arrivée de la police. Mais la tension a continué à monter. De nouvelles personnes sont arrivées et le groupe s'est élargi. Dans la soirée le local était complètement encerclé et les ultra-nationalistes menaçaient d'y mettre le feu. Autour de 22h, au moment où nous écrivons ces brèves, une cinquantaine de personnes dont des enfants et femmes, étaient encore retenues dans le bâtiment. 3 membres du HDP étaient blessés. La police qui a établi un cordon de sécurité autour de l'immeuble, ne laissant pas passer le groupe, et les blessés ne peuvent pas être évacués vers l'hôpital jusqu'à maintenant . Par ailleurs, les commerces tenus par les kurdes seraient endommagés et pillés et les commerçants auraient essuyé des tentatives de lynchages.

Des photos sur les réseaux sociaux

Des photos montrant le corps d'une femme décédée, couchée nue sur le sol, entourée de 3 hommes en civil (qui seraient des forces spéciales), circulent sur les réseaux. Les propos qui accompagnaient ces photos signalaient que la femme avaient été violée et torturée, et identifiaient la femme comme Kevser Eltürk, alias Ekin Van, membre du PKK. Celle-ci a bien été tuée lors des affrontements à Varto, commune de Muş, le 10 août. Cette série de photos, fut publiée dans un premier temps sur des comptes ultra-nationalistes en illustration de propos injurieux et haineux, accompagnés de félicitations pour les auteurs ... Ensuite par des pro-PKK à la gloire d'une combattante tombée martyre, cette fois floutées, et par d'autres s'indignant et pointant un crime de guerre... La Préfecture de Muş a finalement publié un communiqué : *« Il a été constaté que certains visuels appartenant à une femme membre de l'organisation terroriste PKK ont été publiés sur des réseaux sociaux. L'organisation avait été mise en échec le 10 août 2015, suite à un affrontement qu'elle avait provoqué contre nos forces de sécurité dans la campagne de notre commune Varto. Une enquête administrative et judiciaire a été ouverte à l'encontre de l'individu ou des individus qui ont pris ces photos inacceptables pour notre Préfecture, et pour l'opinion publique, et les ont servie aux médias sociaux. »* La Préfecture confirme ainsi indirectement l'identité de la femme, tout en taisant le nom. La date et le lieu correspondent à l'information d'identité donnée avec les photos. L'Etat turc s'indigne donc des photos, mais pas spécialement du fait qu'une personne qu'il considère terroriste soit dénudée après sa mort et exhibée sur le sol. Ne dit rien non plus des constats faits par les membres de la famille et les témoins associatifs sur le fait que le corps aurait été profané après le décès.

Erdoğan plus que jamais “Président” du pays

Le Président de la République turc Erdoğan a clairement annoncé dans son discours du 14 août, lors d’une rencontre avec certaines organisations de la société civile à Rize, ville de Mer Noire : *« le changement de système présidentiel en Turquie est entré dans les faits. Messieurs, la Turquie est entrée dans un nouveau processus le 10 août 2014, avec l’élection du Président de la République par le peuple. Désormais, dans le pays, il y a un Président de République qui n’a plus un rôle symbolique mais un rôle actif. Bien sur, le Président de République doit exercer son rôle dans le cadre de l’autorité qui lui a été donnée et avec une responsabilité directe envers le peuple. Par conséquent – qu’on l’accepte ou pas – le système [présidentiel] de la Turquie a été changé. Maintenant, ce qui doit être fait est de légitimer constitutionnellement ce cadre exécutif et juridique. »*

Démission du premier ministre

Le Premier Ministre turc Ahmet Davutoğlu vient d’annoncer sa démission. Suite à l’échec de la constitution d’un gouvernement de coalition (le délai prend fin le 23 août), c’est parti pour un gouvernement chargé d’organiser les élections. Qui sera partie prenante de ce gouvernement “électoral” ? Pendant que cette question cherche une réponse, le YSK (Conseil Suprême des Élections) annonçait ses conclusions : en cas de volonté d’aller vers de nouvelles élections, faute de coalition, le délai constitutionnel de 90 jours (en l’occurrence après le 23 août) pourrait être raccourci.

Et pendant ce temps là, les affrontements s’amplifient...

A Varto, commune de Muş des affrontements duraient depuis 2 jours. Lundi matin à partir de 8h30 la Préfecture a mis en place la loi martiale. Les militaires sont entrés dans la ville, plusieurs maisons et commerces ont été mitraillés depuis des blindés et hélicoptères, ou bien brûlées. Les habitants affirment que les soldats ont mis le feu à 2 maisons. De gros dégâts matériels ont été constatés. Dans les premières heures matinales lundi, une grande explosion est survenue sur la route Himis-Varto. 4 personnes auraient perdu la vie. L’Etat Major affirmait dans un communiqué : *Les forces de sécurité sont entrées en conflit le 16 août à 20h30 avec des terroristes. 4 terroristes ont été “attrapés morts” avec leur armes. Et un membre de YDG-H (Jeunesse PKK) a été arrêté à Varto, dans une voiture avec 9 Kalashnikov et 5 lance-roquettes. »* Dans le quartier Gim gim, les corps déchiquetés de 2 personnes ont été retrouvés. Les habitants témoignaient des affrontements autour des maisons et affirmaient que ces personnes se sont tuées avec les explosifs qu’elles portaient. Dans la matinée de lundi, les restes des corps ont été transportés par la police, les morceaux de chair éparpillés dans les lieux ont été ramassés par les habitants. Après le départ des forces de sécurité, de nombreuses personnes, dont des membres du HDP se sont

rassemblés dans le quartier. Les habitants s'exprimaient devant les journalistes. Ahmet Memiş dont la maison a été mitraillée : *« J'étais à la maison avec ma femme et mon enfant sur le coup du 3h. Les blindés étaient dehors et ils ont commencé à mitrailler la maison, provoquant un incendie. Ma femme est sortie avec l'enfant. Nous avons sauvé notre vie de justesse. »* Abdulselam Bingöl affirme que l'Etat a mis la commune à sac : *« Ils ont tout détruit. Nous vivions des affrontements très forts depuis 2 jours. Les locaux commerciaux ont été mitraillés et détruits. Il y a beaucoup de dégâts et il y a des morts. Les dégâts encore, sont moins grave mais il serait préférable de ne pas avoir eu des morts. Les hélicoptères volaient, les blindés mitraillaient les maisons. Une grande violence a été vécue. La commune est détruite. »* Une dame âgée, Muhsine Özen souligne : *« Nous ne voulons pas de guerre. Nous ne voulons pas que les gens meurent. Qu'ont-ils fait les soldats ? Ils ont mitraillé les civils. Ils ont fait de la violence. Nous pouvions même pas rester dans nos maisons. Ils les ont mitraillé au hasard. Nous voulons la paix, la fraternité et la liberté, et pas autre chose. »* Le bilan des morts et blessés reste indéterminé. Nous apprenons qu'aujourd'hui, lors des funérailles des civils, les militaires auraient empêché les habitants d'y participer en les menaçant de leur armes.

A Şemdinli, commune de Hakkari, les affrontements qui duraient depuis quelques jours à l'entrée de la commune se sont étendus vers le centre. Le centre ville a été évacué. Plusieurs maisons ont été mitraillées et ont reçu des tirs de roquettes. Les habitants des quartiers Yayla et le village Şapatan affirment que des annonces sont faites depuis des blindés qui traversent les rues : *« Evacuez vos maisons, sinon nous ne sommes plus responsables »*, qu'un incendie de forêt a débuté autour de la ville, suite aux bombardements des hélicoptères. Dans la région visiblement bombardée à l'aveugle 4000 personnes vivent. Les habitants dénoncent également le fait que l'armée a pris l'hôpital sous contrôle et que seuls les militaires et policiers sont soignés. L'accès serait interdit aux civils.

A Silvan, commune de Diyarbakır, suite à la déclaration de la loi martiale à partir de 1h, les forces de sécurité ont entamé une opération contre les membres du PKK. Il y aurait déjà un mort et un blessé lors des affrontements. Les télécommunications et Internet sont coupés. Dans les quartiers Selahattin, Tekel et Mesçit, des barricades étaient mises en place il y a 3 jours par le YDG-H (Jeunesse PKK) afin d'empêcher l'accès aux forces armées. Le président du BDP (Parti pour la paix et la démocratie, transformé en Parti Régional Démocratique après la création du HDP en 2014) de Silvan, Barış Gülenyüzlü avait déclaré sur la place publique du quartier Mesçit, accompagné d'un groupe d'environ 300 personnes : *« Nous ne voulons pas être administré par Ankara, nous voulons diriger notre ville nous même en autonomie. »*

A Cizre, les snipers, et projecteurs auraient pris position sur les toits des bâtiments sensibles comme l'Hôtel de Police, la Sous-Préfecture. Les mêmes "précautions" avaient été pris également à Silopi récemment, contre lesquelles la population avait trouvé une parade pour pouvoir se déplacer en se protégeant des tirs éventuels : des tissus tendus entre les maisons, dans les rues. Avec la déclaration de la "loi martiale" dans différentes communes, c'est l'arbitraire militaire qui prend les commandes, sous les ordres du gouvernement, et souvent avec l'aide de nationalistes quand ils sont sur place, pour accentuer les tensions et fournir tous les prétextes à répression. Nous ne sommes visiblement plus dans une situation de simple tension, mais bien dans une guerre contre les civils, à l'image de ce que furent les prémises du conflit syrien. Et cela alors que Daesh qui devait soit disant être la cible, se réjouit de voir le gouvernement turc affaiblir ses plus farouches combattants. [...]

LA GUERRE DES CERCUEILS

21 SEPTEMBRE 2015, KEDISTAN.FR.

Les attaques, les représailles, les affrontements continuent. Les jeunes meurent. La colère gronde, les réactions se multiplient... A Bursa, le Ministre de Santé Mehmet Müezzinoğlu s'est fait huer lors des funérailles de Bahadır Aydın, sergent gendarme, mort à Siirt. Un proche du soldat défunt s'est adressé au Ministre en faisant allusion à ses paroles récentes sur le changement de système présidentiel très souhaité par Recep Tayyip Erdoğan : « Si Erdoğan était élu Président [au lieu de Président de République] le pays ne serait pas entraîné dans la chaos » : « Monsieur le Ministre, s'il était élu "Président" tout ça ne se serait pas passé, c'est ça ? C'est vous qui avez dit cela. Combien de sang sera encore versé jusqu'à ce qu'il soit élu "Président" ? » Suite à cette interpellation, un mouvement de foule s'est produit et une bousculade avec les forces de sécurité s'en est suivi, de la part des participants aux funérailles. Une personne a envoyé une bouteille plastique sur le Ministre. Le Ministre entouré d'un cordon de sécurité, s'est aussitôt réfugié dans un bâtiment appartenant à la Mairie.

Les proches du soldat Recep Beycur, tué à Siirt à 22 ans, ont également réagi lors des funérailles au village Kırımkaça, commune d'Erzurum. Le père du soldat avait été hospitalisé, frappé d'une crise cardiaque, en apprenant la mort de Recep. La famille était représentée par l'oncle Ömer Beycur : « Le Président de République peut être fier, il fait tuer le frère par le frère. J'ai envoyé mon frère, je récupère son cadavre. Que le Président de la République sache ça ! Tu sais ce que j'ai enduré pour l'élever jusqu'à cet âge ? Il n'a

aucune peur du Dieu, il a couché ce jeune ici ? Il fait se massacrer les frères entre eux, le Dieu ne voudrait pas ça. Que ça arrive à son fils ! Écrivez, écrivez ça, pour l'amour de Dieu, qu'il arrête de se faire massacrer les frères entre eux... »

Le vice Premier Ministre Yalçın Akdoğan, a été chahuté à Kırıkkale lors des funérailles de Musa Saydam, un des soldats tués à Karliova à Bingöl. Les slogans « AKP dégage ! », « AKP assassin ! » n'ont pas cessé jusqu'à ce que Yalçın Akdoğan quitte la cérémonie. Suite aux fait que les protestataires soient passés au delà des barrières de police, les gardes du corps ont mis le vice-Premier Ministre dans la voituré et quitté les lieux en vitesse.

Muretin Öztürk, sous-officier de la gendarmerie, tué a Kars a été inhumé au village Kalekişla de Kırıkkale. Döndü, une dame de 81 ans : « *Qu'il ne tuent pas les enfants des pauvres, pendant que son enfant vit dans des yachts... Salue les partis de ma part ! C'est toujours les enfants des pauvres qui meurent, ce n'est pas dommage, hein ? Je ne soutiens aucun parti, je ne suis pas partisane. Mais je suis la fille d'un ghazi (soldat blessé à la guerre) qui a fait 10 ans de guerre. [...] C'est ça "le processus de paix", c'est pas honteux ? [...] Comment autant de sauvagerie peut exister, comment une personne ne pense pas à son pays comme ça ? Comment peut-il tuer autant de jeunes, cet homme ? Ce n'est pas dommage ? Les mères pleurent, nous pleurons, il ne pleure pas... il vit... il vit... Qu'il enlève sa main du gouvernement [...] N'est-ce pas dommage pour nous, les pauvres, les paysans ? Ce n'est pas possible d'en subir autant.* » Elle répond visiblement à quelqu'un qui l'interpelle : « *Bien sur que je vais parler, moi j'ai 81 ans, il n'a qu'à me mettre en taule, mais que les jeunes ne meurent pas, qu'ils ne meurent plus. Ça suffit mes enfants, ça suffit ! Ouff, il nous a épuisés, ça suffit !* » Un monsieur s'exprime également, abattu, avec un poignant fatalisme... « *L'enfant du riche ne va pas à l'armée, l'enfant du pauvre y va que veux tu dire d'autre. As-tu 17 millions de livres turques ? Si tu les as, tu n'envoies pas ton enfant. Ces gens-là, leur religion, leur foi et l'argent. Quand tu verses 17 millions, ton enfant ne va pas au service militaire. Nous, nous n'avons pas pu le faire. Nous avons élevé des enfants pour notre patrie, notre peuple. Moi j'ai deux soldats. Un des deux est sergent spécialisé, il a démissionné. Il a dit « Papa, je n'en peux plus. C'est impossible de supporter ».* Il vient de rentrer. Mon autre fils, m'a demandé de lui trouver un boulot technique, pour rentrer lui aussi. Je cherchais un travail pour lui... auprès de la Mairie.. pour sauver mon fils de leurs mains. Et les Mairies, qu'elles aillent au diable, nous nous sommes rendus à chacune d'elles, mais toutes les portes se sont fermées. Là aussi, c'est pareil, si tu as des connaissances... des élus, l'argent dans ta poche... ton truc se fait. Je n'ai rien d'autre à dire. » Et que doit faire cette femme ? Ayşe Aygün, mère de trois enfants qui s'exprimait devant les journalistes le 12 août, à la frontière à Suruç, en attendant de récupérer le corps d'un de ses fils, combattant de YPG, tombé à Sirrin à 18 ans : « *Un de mes fils est soldat à Tokat, un autre est policier à Van... le troisième est mort en se battant contre le Daesh.*

Je n'arrive pas récupérer son corps depuis des jours... Ils font se massacrer les frères entre eux... Pendant ce temps là, Tayyip [Erdoğan] continue à faire ses discours... »

Ce ressentiment qui monte, lors de funérailles, alors que le chagrin pourrait l'emporter, se répand dans le pays. Les gens du peuple en ont assez de voir leurs "fils" tomber pour des politiciens et des corrompus au nom de "causes" qu'ils ne partagent plus. N'oublions pas que ce sont aussi ces "petites gens" qui firent élire l'AKP en son temps, las d'un gouvernement kémaliste social libéral corrompu. Et les bigots de l'AKP apparaissent comme s'étant à leur tour partagé le gâteau. Des réponses arrogantes et manipulatrices aux familles de victimes des accidents du travail (mines de Soma), aux cercueils qui ramènent les "fils" morts pour une politique qui re-divise le pays, le sentiment d'injustice monte en même temps qu'une colère contre les nantis fauteurs de guerre. Le "mouvement des mères" fait écho à la demande de "paix civile" du HDP qui trouve là sa pleine justification. Coincées entre la nécessité de l'auto défense, et ce sentiment anti-AKP qui s'accompagne d'une remise en cause de la "guerre", les forces kurdes ont une responsabilité politique importante. Justifier l'état de guerre, en allant au-delà de l'autodéfense légitime, remettre sur la table des revendications de sécession armée, serait totalement contradictoire avec une nécessité d'unir les forces contre l'AKP, y compris sur ce fond "moral" de la condamnation des morts violentes.... Et il serait naïf de croire qu'Erdoğan n'utilise pas cette arme de division pour faire éclater sur ces questions la coalition du HDP. Le PKK a donc une responsabilité forte, dans la façon dont il va agir, et jouer une population contre une autre serait apporter de l'eau au moulin de la clique Erdoğan, comme conforter les ponce pilate sociaux libéraux. Au final, ce serait tout le processus politique entamé par le HDP qui serait anéanti, et avec lui, l'espoir à la fois des Kurdes et celui des opposants de la gauche turque.

Le 23 août, les médias pro-AKP, appartenant à des proches d'Erdoğan, utilisés comme de véritables organes de propagande ont entamé une campagne de délation des membres de famille des soldats morts, qui "osent" exprimer leur colère. Des articles déclarant ces personnes comme des "terroristes" sont publiés depuis 2 jours.



**LA TERREUR MONTE
ENCORE D'UN CRAN,
LA GUERRE CIVILE
SE PROFILE...**

ATTAQUES DE FOULES COORDONNÉES ET LYNCHAGES CONTRE LES KURDES

9 SEPTEMBRE 2015, SUSAM-SOKAK.FR. TRADUCTION.

Communiqué du Congrès national du Kurdistan (KNK) du 8 septembre.

Le Président turc Erdoğan et son parti, l'AKP, ont incité des groupes racistes, nationalistes et fascistes à des manifestations violentes. Ceux-ci ont entrepris des actions de terreur contre les civils kurdes dans de nombreuses villes de l'ouest de la Turquie, notamment à Istanbul, Ankara, Kirsehir, Kocaeli, İzmir, Balikesir, Malatya, Muğla, Mersin, Keçiören, Tuzluca, Beyazıt, Balgat, Isparta, Konya et Antalya. Ils ont mené des attaques coordonnées contre les maisons, commerces et établissements des Kurdes, ainsi que contre les bureaux du HDP. Ces attaques durent depuis 48 heures.

Des centaines de civils kurdes ont été blessés au cours de ces attaques et plusieurs ont été tués. Des centaines de Kurdes sont par ailleurs bloqués dans différents bureaux du HDP où ils se sont réfugiés pour se protéger des lynchages de foule. Les groupes racistes ont démolé les enseignes, cassé les vitres et scandé des slogans contre les Kurdes et le HDP. Cependant, la police turque n'est pas intervenue pour faire cesser ces actes de terreur et de vandalisme.

Depuis le début de la guerre menée par la Turquie contre les Kurdes, soit depuis 32 ans, c'est la première fois que l'on assiste à des violences commises à une aussi large échelle. Ces violences racistes et nationalistes sont directement et délibérément provoquées par Erdoğan et l'AKP. Il y a deux jours, Erdoğan a officiellement ordonné aux forces de police de tirer à vue sur tout civil considéré comme représentant une « menace ». Il a par ailleurs appelé la population à dénoncer tout individu jugé « suspect ». Ceci reflète une volonté de diviser la société, d'attiser les conflits interethniques et de stimuler le racisme anti-kurde.

Les violences contre les Kurdes sont planifiées et coordonnées via les réseaux sociaux. En l'espace de 48 heures, 128 bureaux du HDP ont été attaqués, leurs enseignes ont été détruites et remplacées par des drapeaux turcs. Plusieurs bureaux ont par ailleurs été incendiés. Les groupes de violence ont stoppé des bus de longue ligne et contrôlé les identités de passagers afin d'identifier ceux qui étaient kurdes. Quand les chauffeurs ont essayé de poursuivre leur trajet afin d'échapper aux groupes enrégés, la police est intervenue pour stopper les bus, exposant les chauffeurs et les passagers à davantage de violences. A plusieurs reprises, on a vu la police participer aux attaques commises contre les Kurdes par les groupes fascistes. Les agressions contre les Kurdes se poursuivent dans les villes de l'ouest, menaçant des centaines de milliers de personnes.

Nous appelons la communauté internationale à soutenir les Kurdes face à ces agressions extrêmement inquiétantes menées de façon coordonnée et à appeler immédiatement le gouvernement d'Erdoğan à mettre un terme à ses politiques de division prônant la violence et le racisme.

CIZRE, VILLE MARTYRE...

12 SEPTEMBRE, KEDISTAN.FR.

« *Le couvre feu permanent* » a été levé aujourd'hui 12 septembre, à Cizre au bout de 8 jours de bombardements qui ont fait plus de 20 morts et de nombreux blessés civils.

Hier un médecin apportait son témoignage. Azad Karagöz est le Président de la Chambre des Médecins de Şırnak, et il est de Cizre de naissance. Azad, venait de fuir de sa ville, avec ses deux enfants et sa compagne, enceinte. Le médecin expliquait que les conditions de survie y sont très difficiles. « *Juste avant les affrontements, il y a avait eu la moisson du blé. Les gens font bouillir du blé pour se nourrir. Il n'y a plus d'eau potable. Le peu d'eau qui reste est donné aux bébés. Les habitants sont sur le point d'être décimés par la soif. La solidarité entre les maison est difficile. Parce que personne ne peut aller chez les un et les autres.* ». Soulignant qu'il y avait plus de 20 morts, Azad précisait : « *Ce n'est pas une interdiction de sortir dans la rue, il est aussi interdit de sortir sur le balcon ou se montrer à la fenêtre. J'ai vécu les années 90 dans Cizre. Je n'ai pas vu autant de souffrances. Si ça continue comme ça, il va se passer des choses irréparables. Ce n'est pas des affrontements, il y a des tirs au canon. Rien n'est comme c'est raconté à la télé. Faites entendre notre voix !* »

Un autre témoignage émouvant venait d'un enseignant. Celui-ci avait écrit une lettre depuis Cizre. « *Étant un enseignant qui travaille depuis 6 ans à Cizre, j'ai honte de mon humanité. Au septième jour du couvre feu qui a démarré le 4 septembre à 20h, soit disant pour ma propre sécurité de vie, j'ai honte de mon humanité. Dans le 21ème siècle l'État attaque avec des canons les endroits où le peuple vit. J'ai honte de mon humanité. Le monde utilise le 4G, 5G et ici les téléphones sont coupés. J'ai honte de mon humanité. Les blessés ne peuvent pas être transportés à l'hôpital. J'ai honte de mon humanité, les morts sont mis en attente dans des frigos. J'ai honte de mon humanité. Toute la Turquie est sourde, aveugle et muette. Il y a encore plein d'autre raisons qui me font honte, encore une grande explosion et l'électricité est coupée. Lequel de mes élèves ou un de ses proches est mort ou blessé encore ? Mes élèves me demandent dans la rue : "Un tel est mort, la maison d'un telle est explosée, vous le saviez ?" Demain, l'État va dire aux enseignants, à nous, "Inculquez aux enfants l'amour de la patrie, de la nation, du drapeau, de la police". Pourrais-je faire*

aimer quelque chose que les enfants pensent qu'elle a tué des amis, ses proches, sa sœur, son frère ? Pourriez-vous le faire ? Il y a beaucoup de douleurs à écrire. Je suis dans le noir. Nous sommes dans l'obscurité. Ne demandez pas "y a quelqu'un ?". Il y a 140000 humains. Aidez les au nom de l'humanité... » Les journalistes avaient réussi à contacter l'enseignant pour plus de détails. L'enseignant expliquait dans l'interview que le couvre-feu qui avait commencé subitement, par des annonces effectuées dans les rues, n'a jamais été assoupli pour donner aux habitants, ne serait-ce que la possibilité de subvenir aux besoins quotidiens. Il précisait qu'il avait essayé de joindre les médias, et les journaux mais ce qui se passait à Cizre n'étaient pas relayé.

Il dénonçait les propos du Président de la République Erdoğan, et le Premier Ministre Davutoğlu qui communiquent que des arsenaux sont cachés à Cizre. *« Ici il n'y a pas d'arsenal, les civils sont tués. La population essaye de se protéger. Les jeunes ont installé des barricades pour la protection. Des enfants sont tués devant leur maison. »* A la question des journalistes : si les forces de sécurité ont la même approche pour les fonctionnaires, il répondait *« Ici, il n'y a pas de fonctionnaire, ou peuple, ou PKK, ou jeunes... Ils n'envoient pas les balles en mettant l'adresse du destinataire dessus. »* et ajoutait *« L'État déclare, via les médias, qu'il s'affronte avec le PKK. Si toute la population de Cizre est PKK, dans ce cas, oui, ils affrontent le PKK. » « Nous vivons actuellement comme une commune. Chacun essaye de partager avec tout le monde la moindre chose qu'il possède. Nous restons durant la nuit, dans les sous-sol. A cause des bruits de tirs à canon, je couche mes trois enfants en mettant du coton dans leurs oreilles. »* L'enseignant s'inquiétait pour le quartier Nur, dont il n'y a aucune nouvelle, sans électricité. Il disait avoir entendu parler de la mort d'un enfant tué par les tirs des snipers, et qu'il y aurait 5 corps mis dans un entrepôt réfrigéré.

En effet, une fillette de 10 ans, sortie en panique de chez elle, afin de demander de l'aide pour son père tué par une explosion, a été tuée par les snipers. Une femme essayant de sauver sa belle-fille, morte lors d'une attaque, a trouvé également la mort. Durant ces derniers 8 jours, le nombre de civils tués est monté à 23.

Un cortège constitué de divers délégations et des députés du HDP qui souhaitait se rendre à Cizre avait été bloqué le 9 septembre à la sortie de Midyat (Mardin). Le cortège avait repris la route à pied et avait de nouveau été arrêté à quelques kilomètres de Cizre. Aujourd'hui, le 12 septembre le couvre-feu a été levé et le cortège a pu enfin entrer dans la ville. La population de Cizre sort pour se ravitailler, pour retrouver les proches. Certains quartiers de la ville offrent un paysage dévasté d'après-guerre. Il y a beaucoup de blessures à panser, de familles à consoler, d'enfants terrorisés à rassurer. Une explosion a lieu pendant un reportage journalistique en direct : la police a laissé des pièges explosifs qui ont fait des victimes, là c'est un enfant qui a perdu sa main.

Erdoğan, suite à l'attentat organisé par le PKK qui a tué une trentaine de militaires le 8 septembre, a tenu à faire un exemple, des représailles, sur cette ville martyre. C'est à la fois pour démontrer que le PKK ne défend pas les populations qu'il dit protéger, et franchir un cran dans la terreur contre les populations kurdes, en écho aux exactions ultra-nationalistes des jours passés qu'il a laissé faire, et sans doute fait orchestrer. La paix civile semble loin désormais, et des voix s'élèvent déjà pour questionner aussi la stratégie militaire de guerre ouverte du PKK, un retour des années en arrière, alors que la société turque trouvait son unité contre l'AKP, sur la condamnation des actions armées, de la guerre d'Erdoğan, et des fils tués "pour rien". Cette stratégie, qui est loin de l'autodéfense, et laisse des populations entre deux feux, est de moins en moins comprise et Erdoğan marque des points dans le jeu de division et de manipulation, secondé par les nationalistes.

La guerre contre les civils en Turquie ne peut que déboucher sur un renforcement du pouvoir Erdoğan à terme, puisqu'elle justifiera tous les états de siège, dont Cizre est une répétition à l'échelle locale, une démonstration grandeur nature. Face à l'armée turque, aux soutiens extérieurs qu'elle a aujourd'hui, des forces de l'Otan et des gouvernements européens, compte tenu de la diaspora kurde présente dans toutes les métropoles, compte tenu de la supériorité numérique et militaire du gouvernement central (démontrée déjà depuis 10 ans et qui avait amené Öcalan à miser sur la paix), miser sur des actions armées de guérilla est suicidaire, alors que le rapport de force politique pouvait basculer en Turquie. C'est mettre aussi en danger le Rojava, contre qui ne manqueront pas de se retourner le gouvernement encore davantage, cette fois au nom de la "zone tampon" de l'Otan. Il n'y a pas là un pacifisme bêlant, juste une très forte interrogation sur la logique de guerre entre nationalismes qui refait surface.

**CETTE BROCHURE EST UNE MODESTE CONTRIBUTION EN SOLIDARITÉ
AVEC LE MOUVEMENT KURDE, DUREMENT ATTAQUÉ EN CE MOMENT PAR
ERDOGAN, LE PRÉSIDENT-DICTATEUR TURC, PARCE QU'IL CONTRECARRE
NON SEULEMENT LES PLANS MÉGALOMANES DE CE DERNIER, MAIS PARCE
QU'IL REPRÉSENTE AUSSI UN DANGER POUR LE CLASSIQUE MODÈLE
CAPITALISTE AUTORITAIRE QUE LE MONDE CONNAIT D'ORDINAIRE.
FAIRE TOURNER UN PEU D'INFORMATION SUR LA SITUATION AUTOUR
DE SOI N'EST QU'UN DÉBUT. IL FAUDRAIT IDÉALEMENT S'ORGANISER
COLLECTIVEMENT ET MASSIVEMENT POUR METTRE, PAR TOUT LES
MOYENS, LA PRESSION SUR L'ÉTAT TURC ET SES SOUTIENS SILENCIEUX.**

